

« L'Église aurait tout intérêt à organiser le débat en son sein »

Recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner , le 13/02/2018 à 17h13

LE DÉBAT DANS L'ÉGLISE. Historien et sociologue du catholicisme, Yann Raison du Cleuziou est l'auteur de *Qui sont les cathos aujourd'hui ?* (DDB, 2014).

Il revient sur les tensions créées au sein de l'Église catholique par un communiqué du MRJC présentant l'avortement comme « un droit ».

ZOOM

Yann Raison du Cleuziou, lors d'un débat à Paris, ayant pour thème " Elections 2017, des chrétiens s'interrogent...". / Corinne Simon/Ciric

La Croix : Comme historien et sociologue, vous scrutez l'Église catholique et les catholiques. Quelle place accordent-ils au débat interne ?

Yann Raison du Cleuziou : Il n'existe pas de lieu de débat dans l'Église : l'ancienne tradition des *disputatio* s'est perdue. Les débats qui sont organisés mettent généralement en face-à-face un théologien et un philosophe, ou un historien : ils mettent donc en scène un débat entre l'Église et le monde, jamais un débat en interne. Récemment, j'entendais le responsable d'un institut de théologie se plaindre de critiques émises par certains de ses enseignants à l'égard de leurs collègues et du « trouble » créé chez les étudiants... Je lui ai demandé s'il lui arrivait d'organiser des débats entre eux. Il m'a répondu : « Non, jamais ».

Je constate une certaine rhétorique de l'esquive dans le discours de nombreux responsables. Deux discours sont récurrents. Au nom de « l'unité », certains refusent tout type de différenciation des catholiques entre eux, comme je le propose dans mes enquêtes sociologiques : « Ne nous divisez pas ». Au nom des « personnes », d'autres refusent de commenter des tendances collectives et privilégient les cheminements individuels.

À lire aussi

Le débat dans l'Église est-il possible ?

Dans les deux cas, c'est de l'aveuglement volontaire. Imaginez-vous un ministre disqualifier, au nom de l'unité de la France, les économistes lorsqu'ils distinguent les retraités, les chômeurs et les actifs ? Il serait tout aussi absurde qu'il refuse de se positionner sur le problème des SDF parce qu'il faut d'abord accompagner chaque personne. L'un n'empêche pas l'autre.

Quelle est la conséquence ?

Y. R. du C. : Parce qu'ils n'ont pas de lieu ni de structure pour le faire, les catholiques n'ont pas la culture du débat. La contestation s'exprime de manière clandestine : devant le curé, tout le monde est d'accord, mais dès que l'on sort de la réunion, les critiques sont sévères. La contestation - ou même la discussion - étant a priori considérée comme illégitime, ceux qui les émettent se sentent généralement culpabilisés : ils se mettent à la marge ou se sentent à la marge.

Autre conséquence, quand il a lieu, le débat est plus virulent - on le voit sur les réseaux sociaux - alors que s'il était cadré et en face-à-face, il serait plus policé.

Les catholiques sont-ils pour autant tous d'accord ?

Y. R. du C. : D'une manière générale, les catholiques ne sont pas tellement dans la contestation - moins par exemple que les protestants -, et je dirais même de moins en moins : ceux qui ont choisi de rester ne sont pas là pour critiquer. Soit ils ne veulent pas « tirer sur l'ambulance » dans une période où le nombre de prêtres et de fidèles diminue ; soit « c'est perdu d'avance » à leurs yeux, car « personne n'est là pour écouter ». Et puis, les plus jeunes exprimeraient même plutôt une demande de prescriptions (tout en restant libres vis-à-vis d'elles).

Mais la protestation existe, de différente manière. Dans mon livre, j'ai montré qu'elle pouvait passer par des petites choses : un haussement d'épaules en public, ou bien appeler « Monsieur l'abbé » un prêtre qui préfère être appelé par son prénom.

Dans certains cas, par exemple lors d'un conflit de loyauté, la contestation peut être ouverte, comme pour ces femmes qui, après avoir été engagées dans l'animation liturgique, démissionnent à la suite de la décision du curé de ne plus accueillir des filles parmi les servants d'autel. Cette protestation sous forme de retrait ou de démission est peut-être la plus fréquente, faute de procédures ou de médiations instituées.

À lire aussi

« En tant que sociologue, je n'ai pas la prétention de dire qui sont les "vrais" catholiques »

Enfin, d'autres choisissent de prendre la parole ouvertement pour dénoncer ce qui ne va pas à leur yeux : machisme de l'institution, liturgie trop désacralisée, position trop conservatrice ou au contraire trop tolérante des évêques, etc. Des associations comme La Paix liturgique ou la Conférence des baptisés de France se rangent dans cette catégorie. Mais leurs critiques n'ont guère de portée puisqu'elles sont obligées de sortir du champ ecclésial.

Quelle pourrait être l'utilité de débats au sein de l'Église ?

Y. R. du C. : Mettre en scène le débat interne permettrait de montrer que l'Église est une institution qui avance, qui cherche la vérité mais que tout n'est pas déjà donné. A l'inverse, une pensée close sur elle-même se réduit vite à une idéologie...

Enfin, en écartant le débat, en ne l'organisant pas, les autorités ecclésiales ne contribuent pas à la croissance des consciences chrétiennes, avec le risque d'oublier que la foi peut conduire à des positions politiques, sociales différentes. Valoriser ce pluralisme, c'est valoriser le champ d'exercice de la conscience chrétienne, et aiguïser cette dernière.

Enfin, institutionnaliser le débat permettrait à la fois de le pacifier et de rendre plus forts les chrétiens. En poussant les contestataires en dehors de la communauté ecclésiale, l'institution se prive de leur apport potentiel, par exemple dans la mise en œuvre de la pastorale.

L'historien Guillaume Cuchet vient de publier un livre remarquable (*Quand notre monde a cessé d'être chrétien*, Seuil, 2018) dans lequel il montre le lien entre la pastorale post-conciliaire et le déclin de la pratique religieuse dans les milieux populaires. A l'époque, le dominicain et sociologue Serge Bonnet avait déjà dressé ce constat et il a tenté d'ouvrir un débat. Au sein de son Ordre, comme dans son diocèse, il a été marginalisé et repoussé vers les marges traditionalistes. Quel gâchis !

À lire aussi

Catholicisme français, la rupture de Vatican II

Recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner